

Un Livre blanc pour les spécialistes du management

→ par Maxime Amblard, secteur Recherche

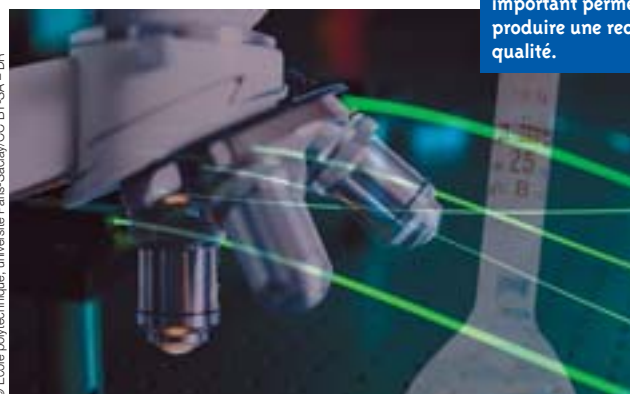
Le Livre blanc sur l'ESR rédigé par Bertrand Monthubert fait le point sur l'action du ministère quant à la gestion de l'enseignement supérieur et la recherche (ESR). Il propose une analyse critique, pas nécessairement virulente, et dresse des perspectives d'évolution, tout en suggérant un glissement explicite de l'organisation administrative du pilotage de la recherche vers une structuration à plusieurs vitesses.

Le livre est divisé en cinq parties : « Construire la France de 2025 », « Un pacte pour le progrès », « La mise en œuvre », « Les moyens » et « L'évaluation ». Pour synthétiser le propos, il insiste pour que 3 % du PIB soient investis sur la recherche et développement (R&D) et 2 % pour l'ESR. Ainsi, 1 milliard d'euros par an pendant dix ans permettraient de sortir la tête de l'eau. Cet argent abonderait l'Agence nationale de la recherche (ANR) et servirait à augmenter les salaires (afin de rattraper le niveau des salaires en Allemagne).

Le manque d'attractivité des carrières et d'investissement sur les étudiant.e.s et les personnels est souligné à juste titre. Des préconisations rencontrent nos attentes comme l'augmentation de 1 000 docteur.e.s par an. Mais on regrette rapidement que les leviers de la concurrence entre les collègues soient pérennisés (ANR, IUF) et qu'aucun bilan ne soit fait de la stagnation à 12 000 docteur.e.s annuels depuis le début des années 2000...

Ce rapport souffre d'un des grands maux de l'ESR, la technocratie et le vocabulaire néomanagérial. La situation est poussée si loin qu'on comprend que peu de personnels soient capables de concevoir les enjeux. Il ne s'agit pas de la conséquence des multiples réformes, mais bien d'une volonté de les priver de leur outil de travail. L'incompréhension n'est pas réservée à l'administration de la recherche, mais à la recherche elle-même. Ainsi les résultats ne semblent plus accessibles qu'à des initiés, bien loin de la société civile, induisant une fracture et des revendications de contrôle de la production.

On voit se dessiner une vision pour l'ESR qui n'est pas nommée explicitement. Le fait qu'une section s'intitule « Évaluation » est symptomatique. Il s'agit à la fois de proposer des simpli-



© École polytechnique, université Paris-Saclay/CC BY-SA - DR

Seul un investissement public important permettrait de produire une recherche de qualité.

au privé (partenariats public-privé – PPP –, contrats de recherche, R&D...). De manière plus inquiétante, le Livre blanc suggère que l'organisation administrative du pilo-

tage de la recherche glisse explicitement vers une structuration à plusieurs vitesses. L'idée d'une contractualisation (encore) entre plusieurs ministères suffirait, certains établissements dépendant du ou de la Premier/ère ministre, d'autres de l'Enseignement ou de l'Industrie. Des établissements devront briller à l'international, d'autres organiser le bac-3/bac+3 avec le secondaire et les industriels locaux.

Seul un investissement public massif permettra de produire une recherche de qualité. Mais on regrette que les moyens proposés pour mettre en œuvre cette augmentation sanctuarisent les principes du néomanagement en maintenant la

Seul un investissement public massif permettra de produire une recherche de qualité.

concurrence entre tous les acteurs/trices (établissements, laboratoires, collègues, étudiant.e.s) et actent l'idéologie élitiste et héréditariste que seuls quelques chercheur/euse.s de renom et le système les entourant sont à même de produire la recherche et la formation de demain. Ce Livre blanc propose de prendre en compte sérieusement les problèmes financiers de l'ESR, mais il est désespérant par sa novlangue et par sa promesse de modification durable du paysage de l'ESR. ●